

Permettez-moi de parler d'abord du commerce extérieur. Le Canada est bâti sur le commerce, qu'il s'agisse d'exportations de poisson ou de fourrures, de bois d'œuvre ou de blé, d'automobiles ou de services de génie et de télécommunications. Les échanges commerciaux nous ont nourris et vêtus pendant plus de 300 ans. Le commerce a aidé à bâtir le niveau de vie élevé et le filet de sécurité sociale enviables dont nous bénéficions aujourd'hui.

Le Canada tire du commerce plus de 25 % de ses revenus, ce qui est deux tiers de plus que le Japon et plus de deux fois plus que ce qu'indiquent les statistiques comparables pour les États-Unis. Le commerce, c'est notre fluide vital.

Aujourd'hui, le monde entier pratique le commerce. La concurrence est acharnée. Cette situation n'est pas de notre facture et nous ne pouvons souhaiter qu'elle disparaisse. Il n'y a pas de concurrence sans commerce. La non-compétitivité entraîne l'échec sur la scène commerciale. Il s'agit là d'un cercle impossible à rompre, d'une réalité impossible à oublier.

Lorsque j'ai pris la parole ici à Chicago, au Walter E. Heller College of Business Administration de l'Université Roosevelt, en novembre 1986, j'ai tenu les propos suivants : «Un autre volet clé de notre stratégie consiste à améliorer les débouchés sur les marchés d'exportation, et à en garantir l'accès. À cause de la taille relativement modeste du marché intérieur du Canada, la concurrence sur le marché mondial constitue un défi crucial qu'il faut relever si nous voulons que l'économie grandisse et prospère. Nous avons confiance que les négociations commerciales avec les États-Unis déboucheront sur une entente bénéfique pour les deux parties. Nous cherchons par ailleurs à améliorer les possibilités de commerce multilatéral.»

J'étais sérieux en 1986, et si l'on ajoute le Mexique à mes propos pour les mettre à jour, je m'exprimerai de nouveau dans les mêmes termes. Permettez-moi de me citer encore brièvement : «Il est impossible d'échapper à la nouvelle réalité que constitue la concurrence mondiale. Les gouvernements qui croient qu'ils devraient décourager la concurrence sont loin de rendre service à leur population, ou au monde en général. Un pays ne peut progresser sur les plans économique, social ou culturel s'il insiste pour croire que la concurrence est mauvaise. Dans la nouvelle époque où nous vivons maintenant, c'est en stimulant l'initiative et la volonté de réussir, et non en les étouffant, que les pays modernes peuvent hausser leur niveau de vie, assurer davantage leur sécurité, et améliorer la situation de leur population.»

C'est dans cette optique que le gouvernement Mulroney a entrepris, en 1985, de faire tout ce qu'il pouvait pour élargir les horizons du Canada sur les marchés d'exportation. Depuis le tout début, cette stratégie a toujours été à deux voies.